

DEUXIÈME PARTIE

Compétence 1 : interpréter un problème du monde contemporain

Critère d'évaluation : Rigueur du raisonnement

Question 26 Expliquez comment des zones économiques et des regroupements politiques entraînent une redéfinition des pouvoirs des États.

Théoriquement, un État est un unique acteur qui possède le droit d'organiser sa gouvernance sur son territoire et sa population d'autant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Par contre, lorsqu'un État décide de faire partie d'une zone économique ou d'un regroupement politique, il sacrifie une certaine partie de son pouvoir. Par exemple, depuis que le Canada a signé un accord de libre échange (ALÉNA) avec les États-Unis et le Mexique, son pouvoir a été redéfini. Cet accord permet une libre circulation de la marchandise avec la suppression des frais douaniers. Cela permet une plus grande circulation de la marchandise et de services. Par conséquent, les États signataires n'ont pas le droit de nuire aux profits des entreprises et peuvent se faire poursuivre pour ce fait. Donc, l'État Canadien n'a pas le droit de voter des lois qui peuvent nuire aux profits de ses entreprises. C'est de cette manière qu'il perd une certaine partie de son pouvoir. Le Traité de Mercosur tant qu'il y a lui est un autre accord de libre échange qui existe depuis 1991. C'est le quatrième espace commercial du monde. Les États membres de cet accord n'ont pas un pouvoir complet et ne peuvent pas décider de modifier leur économie interne suite à cet accord. Il ne faut pas omettre que faire partie d'une zone économique par un libre échange n'a pas le même niveau d'intégration que de faire partie d'un regroupement politique. Depuis sa création en 1992, l'UE rassemble plusieurs États. Les pays membres sont démocratiques et possèdent une économie viable en mesure de faire face au marché. Le niveau d'intégration de ces États est très élevé, car ils ont une monnaie commune, des institutions tel que le parlement Européen ou la banque centrale Européenne. De plus, à la suite du traité de Maastricht, les citoyens des pays membres de l'UE ont le droit de voter, de travailler et de voter.

Réservé à la correction
Éléments de réponse (E) appuyés par des faits (F)
Conclusion avec un aspect (C)

1 Février 2015

dans tous les pays européens. Ce qui fait en sorte que l'État ne peuvent pas avoir un contrôle complet sur leurs populations. De plus, pour adopter des réformes tout les pays membres doivent être en accord ce qui peut réduire le pouvoir d'action de certains États. L'UE se transforme tranquillement en État européen ce qui redéfinit grandement le **gouvernement** des États membres. Par contre, sur le plan économique, faire partie de cette organisation leur assure un plus grand marché avec des tarifs préférentiels. Le succès de l'Union Européenne a inspirer plusieurs autres États à s'unir, ce de cette manière que **L'union Africaine** a été mise en place. Les États membres de cette union ont décidés d'adopter des institutions communes afin de s'assurer d'une meilleure coopération. Ils envisage même l'adoption d'une monnaie Unique. Les États membres de l'UA rencontre la même perte de **gouvernance** que ceux de l'UE. Faire partie d'un regroupement politique est avantageux mais signifie aussi la perte d'une certaine partie de **souveraineté**. En conclusion, ces zones économiques permettent une meilleure circulation de la marchandise et une alliance politique et économique dans le cas des groupements politiques. Avec toute cette accessibilité et intégrations des États les uns avec les autres est-ce que la culture pourrait rester particulière à chaque pays?